

LA LDH APPELLE À REFONDER LE CONTRAT SOCIAL POUR FAIRE BARRAGE AUX EXTRÊMES DROITES

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 8 OCTOBRE 2025

Dans le contexte politique délétère des derniers jours, il importe d'en revenir aux principes qui fondent les institutions républicaines. L'action politique doit être mise au service des droits, des libertés, de la justice sociale et environnementale.

Les aspirations à plus d'égalité, plus de liberté, plus de fraternité sont puissantes dans le pays, comme l'ont montré les législatives de 2024 et le coup d'arrêt infligé à l'extrême-droite. Ces mêmes aspirations sont évidemment incompatibles avec la perspective d'une arrivée de l'extrême-droite au pouvoir d'Etat, que les forces politiques démocrates doivent combattre et repousser, en y travaillant ensemble.

Jusqu'ici, la paralysie et la chute des gouvernements successifs n'a pas amené le président de la République à tirer les conséquences du résultat de la dissolution de l'Assemblée nationale qu'il a décidée le 9 juin 2024. En refusant de choisir un Premier ministre issu du Nouveau Front populaire (NFP), force arrivée en tête à l'Assemblée nationale, il a fait preuve d'une grave irresponsabilité.

La poursuite des politiques refusées par les élections est un échec patent, les forces sociales expriment clairement depuis de longs mois la nécessité de fonder les politiques publiques sur les besoins sociaux, avec des mesures immédiates de justice sociale et climatique.

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) en appelle à un contrat social renouvelé, construit autour des principes de liberté, d'égalité, de solidarité, de justice et d'inclusion.

L'effectivité des droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels doit cesser d'être la variable d'ajustement de politiques qui organisent la mise en concurrence de tous contre tous et un productivisme effréné.

La LDH appelle avec la plus grande vigueur l'ensemble des représentantes et représentants politiques à opter pour des choix institutionnels qui permettront l'établissement d'une alternative démocratique, écologique et sociale. Elle agira avec les forces de la société civile dans la séquence politique à venir.

